Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture
http://www.rafea-congo.com
2025 ; 8(3), 28-40
ISSN (Print) : 2708-7743 **eISSN** : 2708-5422 **Dépôt légal** : JL 3.01807-57259

Profils, défis et stratégies sur les motivations entrepreneuriales et durabilité de l'agriculture périurbaine à Kinshasa en République Démocratique du Congo

Augustin Tshilumba Ilunga*, Michel Mbumba Bandi, Albert Tshinyama Ntumba, Damien-Joseph Muteba Kalala

Université de Kinshasa. Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement. B.P. 117 Kinshasa XI (RDC). E-mail: augustin.tshilumba@unikin.ac.cd
Reçu le 03 juillet 2025, **accepté** le 10 septembre 2025, **publié en ligne** le 27 septembre 2025
DOI : https://dx.doi.org/10.4314/rafea.v8i3.4

RESUME

Description du sujet. L'agriculture urbaine à Kinshasa est un secteur vital pour la sécurité alimentaire et l'emploi dans un contexte marqué par une urbanisation rapide, l'insécurité alimentaire et le chômage. Les exploitations agricoles sont confrontées à d'importants défis tels que la pression foncière, la restriction de l'accès au crédit et le manque de soutien institutionnel.
Objectifs. L'objectif de cette étude est triple : (i) examiner les motivations des agri-entrepreneurs, (ii) évaluer leur incidence sur la viabilité des exploitations agricoles, et (iii) identifier les éléments économiques et non économiques qui influent sur la pérennité de leur activité.
Méthodes. Une enquête qualitative et quantitative a été réalisée. Elle a porté sur 20 entretiens semi-directifs réalisés dans trois zones périphériques en utilisant la méthode d'échantillonnage "boule de neige", ainsi qu'une analyse documentaire.
Résultats. Trois catégories d'entrepreneurs ont été identifiées : les fonctionnaires qui entreprennent à titre complémentaire, les salariés du secteur privé qui investissent et les commerçants qui cherchent à assurer leur survie. Les motivations non pécuniaires telles que l'engagement social et la passion contribuent à renforcer la résilience. Les obstacles majeurs sont l'insécurité foncière, le déficit de financement et le manque de formation. Il a été observé la mise en place des stratégies adaptatives telles que la diversification et la formation de partenariats informels.
Conclusion. L'étude préconise la mise en place des stratégies intégrées visant à garantir la sécurité foncière, à faciliter l'accès au crédit et à professionnaliser le secteur, tout en intégrant l'agriculture périurbaine dans les processus de planification urbaine.

Mots clés : Agriculture périurbaine, motivations entrepreneuriales, résilience économique, agri-entrepreneurs, République Démocratique du Congo

ABSTRACT

Profiles, challenges and strategies on entrepreneurial motivations and sustainability of peri-urban agriculture in Kinshasa, Democratic Republic of Congo
Description of subject. Urban agriculture in Kinshasa is a vital sector for food security and employment in a context marked by rapid urbanization, food insecurity, and unemployment. Urban agriculture in Kinshasa is a vital sector for food security and employment in a context marked by rapid urbanization, food insecurity, and unemployment. Agricultural farms face significant challenges such as land pressure, restricted access to credit, and lack of institutional support.
Objectives. The objective of this study research is threefold: (i) to examine the motivations of agripreneurs, (ii) to assess their impact on the viability of agricultural enterprises, and (iii) to identify the economic and non-economic factors that influence the sustainability of their activities.
Methods. A qualitative and quantitative survey was used. It focused on 20 semi-structured interviews conducted in three peripheral areas using the "snowball" sampling method, as well as a documentary analysis.
Results. Three categories of entrepreneurs have been identified: civil servants who engage in complementary entrepreneurship, private sector employees who invest, and merchants who seek to ensure their survival. Non-monetary motivations such as social commitment and passion help strengthen resilience. The major obstacles are land insecurity, funding deficits, and lack of training. The implementation of adaptive strategies such as diversification and the formation of informal partnerships has been observed.

Conclusion. The study recommends the implementation of integrated strategies aimed at ensuring land security, facilitating access to credit, and professionalizing the sector, while integrating peri-urban agriculture into urban planning processes.

Keywords: Peri-urban agriculture, Entrepreneurial motivations, Economic resilience, Agri-entrepreneurs, Democratic Republic of Congo

1. INTRODUCTION

La théorie des motivations entrepreneuriales distingue deux grands types de motivations : les motivations "push" (poussées par la nécessité, l'insatisfaction ou des circonstances défavorables) et les motivations "pull" (attirées par l'opportunité, le désir d'autonomie, la passion ou la recherche de réalisation personnelle) (Bellanca & Colot, 2014 ; Gabarret & Vedel, 2015). Ces deux types de motivations influencent différemment la décision d'entreprendre et le degré d'implication de l'individu dans son projet (McClelland, 1987). Selon Janssen (2016), les entrepreneurs ont un rôle essentiel dans les économies modernes en favorisant l'innovation, en générant des emplois et en satisfaisant les demandes des marchés locaux.

Des recherches récentes montrent que les facteurs "pull" exercent une influence positive sur l'intention entrepreneuriale, principalement en favorisant la reconnaissance des opportunités et en réduisant la perception du risque lié à la création d'entreprise. À l'inverse, les facteurs "push" ont un effet indirect et souvent négatif, car ils tendent à accroître la perception du risque et à limiter la capacité de l'individu à identifier des opportunités attractives. Cette distinction est particulièrement pertinente dans le contexte de l'agriculture périurbaine, où la typologie push-pull permet de différencier les engagements motivés par la survie (push) de ceux fondés sur une logique d'opportunité ou de choix stratégique pull (Amit & Muller, 1995 ; Van der Zwan *et al*., 2016 ; Ramasamy, 2022). La littérature souligne que les motivations "push" sont généralement associées à l'entrepreneuriat de nécessité, tandis que les motivations "pull" caractérisent davantage l'entrepreneuriat d'opportunité, ce qui a des implications sur la durabilité et la performance des projets entrepreneuriaux. Intégrer ces dimensions dans l'analyse des trajectoires entrepreneuriales permet ainsi de mieux comprendre la diversité des profils et des dynamiques à l'œuvre dans l'agriculture périurbaine contemporaine.

Étymologiquement, l'agriculture périurbaine est celle pratiquée en périphérie des zones urbaines, indépendamment des systèmes de production employés. Grâce à son emplacement en milieu urbain, cette forme d'agriculture peut s'articuler autour de deux types de relations : la mitoyenneté et les interactions fonctionnelles de réciprocité (Fleury & Donadieu, 1997). D'après Aubry et Chiffoleau (2009), l'agriculture périurbaine peut être caractérisée comme une zone géographique proche des zones urbaines, offrant ainsi la possibilité de favoriser les circuits courts. Cependant, la diversité, les modalités et la durabilité des circuits courts dans les zones périurbaines sont étroitement liées aux modèles de production prédominants, aux comportements et exigences des consommateurs, ainsi qu'aux politiques de soutien élaborées ou mises en œuvre au niveau local. A Kinshasa, l'agriculture périurbaine se compose de différentes cultures telles que les cultures maraîchères, vivrières et fruitières, ainsi que de l'élevage de petits ruminants, de volaille, de porcs, de lapins et de la pisciculture (Idrissa *et al*., 2021).

Cependant, l'agriculture périurbaine est confrontée à plusieurs défis majeurs tels que le manque d'encadrement technique, l'accaparement des terres et la dégradation des sols (Minengu *et al*., 2018). Bien que le maraîchage périurbain soit crucial pour de nombreux foyers en tant que moyen de lutte contre la pauvreté (Musibono *et al*., 2011), il demeure un manque de professionnalisation et de régulation dans ce domaine. Par conséquent, bien que jouant un rôle socioéconomique crucial en employant 70 % de la main-d'œuvre des régions périphériques (Kabemba *et al*., 2017), l'avenir de ce secteur est conditionné par la mise en place de politiques foncières justes, l'amélioration de l'accès aux intrants et à l'adaptation aux effets du changement climatique.

L'entrepreneuriat agricole est la capacité d'un individu à innover, à repérer et à saisir des opportunités dans le domaine agricole (Hansson *et al*., 2013). Lepage et Cheriet (2021) caractérisent l'agri-entrepreneur comme un intervenant clé dans les marchés financiers, capable de mobiliser les ressources nécessaires à la génération de richesse. Ce rôle revêt une importance capitale dans un contexte tel que celui de Kinshasa, caractérisé par des dispositifs publics d'accompagnement limités, ce qui place l'individu au cœur des processus de transformation du secteur.

Le développement de l'entrepreneuriat agricole en périphérie de Kinshasa en République Démocratique du Congo apparaît comme une réponse stratégique aux enjeux socioéconomiques et environnementaux. Dans un environnement caractérisé par une augmentation de l'urbanisation, une insécurité alimentaire persistante et un taux élevé de chômage, cette initiative apparaît comme

une réponse aux besoins locaux tout en permettant la génération de revenus par les exploitations agricoles (Masiala, 2021).

La durabilité des exploitations agricoles en milieu périurbain de Kinshasa demeure incertaine en raison de contraintes foncières, financières et institutionnelles significatives. Selon Gagnon (2005), la viabilité transcende la simple rentabilité économique pour inclure des dimensions humaines et sociales, telles que la qualité de vie, l'équité et la durabilité des ressources. Selon Morel et Léger (2015), la viabilité agricole est la « capacité d'une ferme à être pérenne dans le temps tout en permettant aux paysans de vivre en accord avec leurs besoins et leurs valeurs ». Cette définition élargit la notion de viabilité en intégrant non seulement la pérennité économique, mais aussi la cohérence entre les objectifs personnels des agriculteurs et leurs pratiques, prenant en compte leurs aspirations et valeurs propres, au-delà de la simple rentabilité. Dans ce contexte, il convient de retenir une approche intégrative de la viabilité, croisant durabilité environnementale, efficacité économique et satisfaction personnelle de l'agri-entrepreneur.

Le fait que la littérature scientifique mette en avant l'importance des exploitations agricoles urbaines dans l'approvisionnement alimentaire des villes (Masiala *et al*., 2020), celles-ci font face à une pression croissante en raison de l'urbanisation, ce qui réduit les surfaces cultivables. L'agriculture périurbaine de Kinshasa, présente depuis plus de 50 ans, est un élément essentiel du patrimoine économique et culturel. Par ailleurs, il existe un manque dans la littérature en ce qui concerne l'analyse précise du rôle des motivations entrepreneuriales dans la durabilité des exploitations agricoles périurbaines, notamment en réponse aux contraintes économiques, institutionnelles et environnementales spécifiques au contexte de Kinshasa. Cette étude vient pallier cette lacune en analysant l'impact des logiques entrepreneuriales sur la durabilité de ces exploitations agricoles dans un contexte urbain en évolution.

Dans ce cadre, quel est l'impact des motivations entrepreneuriales sur la durabilité des exploitations agricoles périurbaines à Kinshasa, et quels sont les principaux facteurs (tant économiques que non économiques) qui déterminent leur durabilité ? Il convient de soutenir l'hypothèse selon laquelle, les exploitations agricoles périurbaines les plus durables sont celles qui intègrent des motivations entrepreneuriales solides telles que l'innovation et la recherche de profit, tout en bénéficiant d'un accès sécurisé aux ressources foncières et d'un soutien institutionnel approprié.

L'objectif de cette recherche est triple : (i) examiner les motivations entrepreneuriales qui sont à la base de l'activité agricole en périphérie de Kinshasa, (ii) évaluer l'influence de ces motivations sur la durabilité des exploitations agricoles, et (iii) identifier les principaux facteurs, qu'ils soient économiques (comme l'accès au crédit et la rentabilité) ou non économiques (comme la pression urbaine et les réglementations), qui peuvent favoriser ou entraver leur durabilité.

L'intérêt de cette étude réside essentiellement dans diverses raisons. D'abord, elle offre une meilleure compréhension des éléments incitant les personnes à s'engager dans l'agriculture périurbaine et des difficultés qu'elles affrontent. En second lieu, elle permet d'identifier les stratégies qui peuvent améliorer la productivité et la résilience du secteur face aux enjeux socioéconomiques, environnementaux et organisationnels. Enfin, cette étude peut éclairer les politiques publiques et les interventions visant à soutenir le développement d'une agriculture périurbaine durable, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à l'amélioration des moyens de subsistance des populations urbaines et périurbaines.

2. MATERIEL ET METHODES

2.1. Milieu d'étude

La région concernée par cette étude est la ville de Kinshasa et sa périphérie. La ville province a une superficie de 9.965 km^2, elle est située à l'ouest du pays, entre 3,9 et 5,10° de latitude sud et entre 15,2 et 16,6° de longitude est (Figure 1). Bâtie le long du fleuve Congo, cette province est limitée au nord et à l'est par les provinces du Kwango et Mai-Ndombe, au sud par la province du Kongo-Central et dans sa partie ouest, la République du Congo dont le fleuve Congo le sépare. L'altitude moyenne de la ville est de 300 m (Shomba *et al*., 2015).

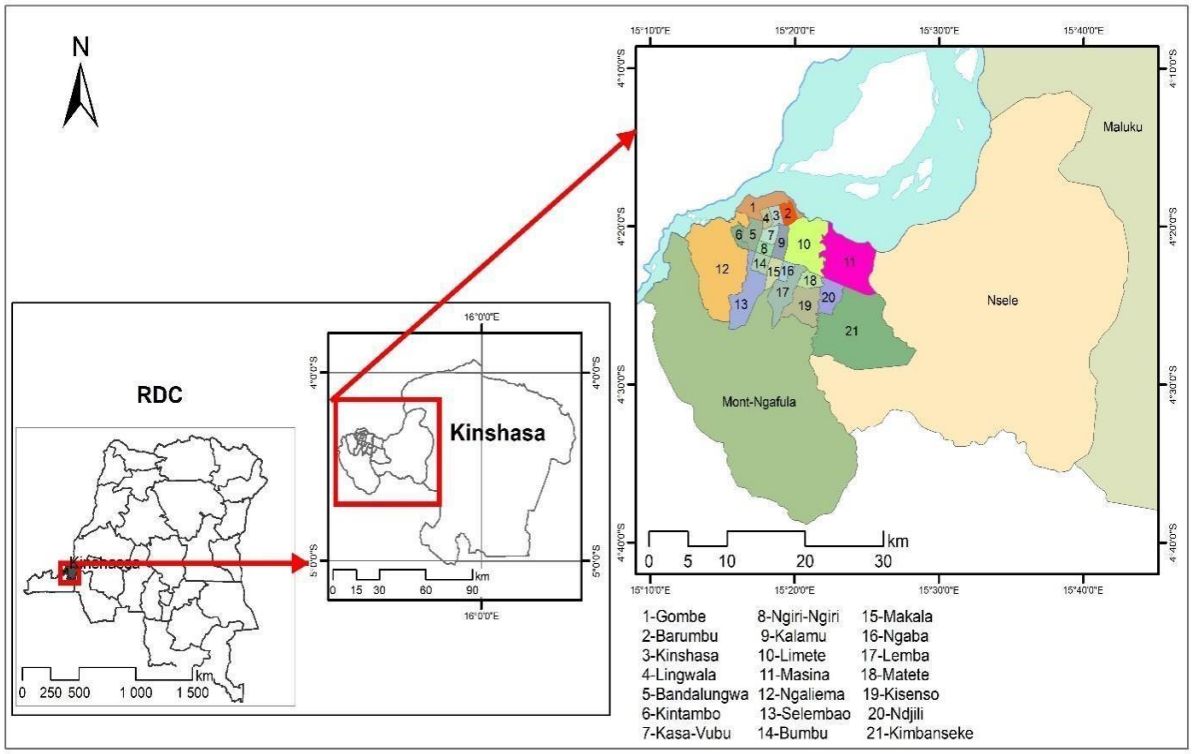

Figure 1. Carte administrative de la ville de Kinshasa (Source : Messina et Bonkena, 2018)

La ville de Kinshasa qui est la capitale politique de la République Démocratique du Congo, se caractérise par son caractère cosmopolite et est organisée en 24 communes. L'aire d'étude se concentre particulièrement sur trois communes urbano-rurales (Mont-Ngafula, N'Sele et Maluku), qui couvrent environ 80 % de la superficie totale de la province de Kinshasa.

Kinshasa présente un climat tropical caractérisé par des saisons alternant entre périodes pluvieuses (huit mois) et sèches (quatre mois), ainsi que des sols sablonneux peu favorables à l'activité agricole (Banque mondiale, 2018). En 2022, la population, évaluée à 14 millions d'habitants, connaît une croissance rapide, avec une augmentation prévue de 42,1 % d'ici 2030, ce qui entraîne des défis en matière de sécurité alimentaire et d'environnement, comme indiqué par le Ministère du Plan et l'INS (2015).

D'un point de vue économique, Kinshasa occupe une position prédominante dans les domaines de l'industrie (textile, pétrole et agroalimentaire) et du commerce. Cependant, la ville est confrontée à des problèmes d'infrastructures inadéquates et de crues récurrentes (UN Habitat, 2014). Les marchés informels, appelés "Wenze", ainsi que l'agriculture périurbaine rencontrent des difficultés pour satisfaire les demandes alimentaires qui sont amplifiées par l'exclusion économique et les problèmes de gouvernance urbaine.

2.2. Méthodes

Echantillonnage

La méthode d'échantillonnage utilisée est la méthode de la boule de neige, où les participants sont recrutés de manière successive jusqu'à ce que la taille d'échantillon souhaitée soit atteinte (Wilhelm, 2014), permettant ainsi l'identification des acteurs clés impliqués dans l'agriculture périurbaine. Cette approche s'est révélée particulièrement efficace pour atteindre des agriculteurs actifs, fréquemment absents des bases de données institutionnelles.

L'échantillon obtenu par la méthode de la boule de neige a atteint une taille de 20 individus répartis de la manière suivante : (i) Les fonctionnaires, comprenant les enseignants et les agents des ministères d'État (sept personnes) ; (ii) Les agents travaillant dans le secteur privé, comprenant les travailleurs des sociétés privées et les professions libérales (sept personnes) ; (iii) Les commerçants, représentant ceux qui ont comme activité principale l'agriculture (six personnes).

Le questionnaire d'enquête semi-structuré a été divisé en deux parties distinctes : une section socioéconomique et une section visant à identifier les motivations entrepreneuriales, ainsi que les facteurs favorables et contraignants qui peuvent influer sur sa viabilité.

Collecte, traitement et analyse des données

Les données ont été collectées grâce à un questionnaire d'enquête semi-structuré conçu pour faciliter la saisie et l'organisation des réponses recueillies. Elles ont par la suite été traitées à l'aide du logiciel Excel. Cette étape a permis de structurer les données et de les classer en différentes catégories, notamment en ce qui concerne les profils des individus étudiés, les aspects organisationnels des exploitations, les motivations des agri-entrepreneurs ainsi que les contraintes auxquelles ils sont confrontés. L'analyse implique le codage des verbatims, c'est-à-dire l'attribution de codes ou de catégories aux différentes parties du texte, ainsi que l'identification des tendances ou des motifs récurrents qui se dégagent de ces verbatims.

L'analyse dans le contexte de cette étude s'est appuyée sur un examen approfondi et détaillé des données en prenant en compte différents paramètres et en utilisant des outils d'analyse spécifiques pour obtenir des résultats précis et fiables. Elle consiste à regrouper les motivations des individus en deux catégories distinctes : les motivations économiques et les motivations non économiques. De plus, elle prend en compte les différents défis structurels auxquels ils peuvent être confrontés, tels que les problématiques foncières, de financement et de formation. Il s'agit d'étudier les relations entre les profils des entrepreneurs, leurs motivations et les stratégies qu'ils mettent en place pour faire face aux difficultés, ce qui permet de dégager des corrélations thématiques significatives.

La triangulation telle que définie par Denzin (2017), consiste en une approche de recherche qui requiert l'utilisation de diverses méthodes ou sources de données afin d'analyser un phénomène donné. Cette méthode a été utilisée pour améliorer la fiabilité des conclusions en croisant les données provenant de diverses perspectives ou sources, ce qui conduit à une compréhension plus approfondie et détaillée du thème analysé.

3. RESULTATS

3.1. Profils sociodémographiques des agri-entrepreneurs

Le tableau 1 ci-dessous présente les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés.

Tableau 1. Caractéristiques sociodémographiques des agri-entrepreneurs

Variables	Modalités	Fonctionnaire		Privé		Commerçant		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Tranche d'âge (années)	26-35	0	0,00	1	14,29	3	50,00	4	20,00
	36-45	0	0,00	2	28,57	0	0,00	2	10,00
	46-55	3	42,86	2	28,57	1	16,67	6	30,00
	56-65	3	42,86	2	28,57	1	16,67	6	30,00
	65 et plus	1	14,29	0	0,00	1	16,67	2	10,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Sexe	Masculin	7	100,00	7	100,00	4	66,67	18	90,00
	Féminin	0	0,00	0	0,00	2	33,33	2	10,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Statut matrimonial	Marié	7	100,00	6	85,71	4	66,67	17	85,00
	Célibataire	0	0,00	1	14,29	2	33,33	3	15,00
	Veuf	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Divorcé	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Niveau d'étude	Primaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Secondaire	0	0,00	1	14,29	2	33,33	3	15,00
	Supérieur et universitaire	5	71,43	6	85,71	4	66,67	15	75,00
	Post universitaire	2	28,57	0	0,00	0	0,00	2	10,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Niveau de formation	Sans formation	5	71,43	2	28,57	1	16,67	8	40,00

agricole	Brevet de formation	0	0,00	3	42,86	2	33,33	5	25,00
	Technique agricole	0	0,00	1	14,29	1	16,67	1	5,00
	Ingénieur agronome (Ao)	0	0,00	1	14,29	2	33,33	3	15,00
	Master en sciences agronomiques	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1	5,00
	Docteur en sciences agronomiques	2	28,57	0	0,00	0	0,00	2	10,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**

Répartition selon les catégories socio-professionnelles

Le tableau 1 décrit les caractéristiques sociodémographiques de 20 agri-entrepreneurs interrogés dans la périphérie de Kinshasa, classés en trois groupes : fonctionnaires (35 %), employés du secteur privé (35 %) et commerçants (30 %). Cette répartition équilibrée entre les fonctionnaires, les travailleurs du secteur privé et les commerçants met en évidence la diversité des profils qui investissent dans l'agriculture périurbaine.

Structure d'âge

La répartition par âge montre une prépondérance des classes d'âge plus avancées. La tranche d'âge la plus représentée parmi les agri-entrepreneurs est celle des 46 à 65 ans (60 %) regroupant les fonctionnaires et les travailleurs du secteur privé. Ceci démontre une forte implication des individus en fin de carrière ou en milieu de carrière, pour lesquels l'agriculture est perçue comme un moyen de compléter ou de diversifier leurs revenus. Il y a une absence complète de jeunes âgés de 26 à 35 ans parmi les fonctionnaires. La moitié des jeunes de cette catégorie d'âge est représentée par les commerçants, témoignant une accessibilité accrue des jeunes entrepreneurs à ce domaine, probablement par contrainte ou par volonté d'entrepreneuriat. La catégorie des personnes âgées de 65 ans et plus est très faiblement représentée (10 %). Ce qui indique un manque de continuité dans la transmission intergénérationnelle ou une relève incertaine dans le secteur agricole.

Genre

La forte prédominance masculine est observée dans les deux groupes, que ce soit parmi les fonctionnaires ou les employés du secteur privé, avec une proportion de 100 % d'hommes. Cela témoigne d'un verrou masculin particulièrement marqué, suggérant des obstacles à l'accès ou des représentations sociales spécifiques associées au statut. Les femmes, qui représentent exclusivement 33% des commerçants, démontrent que leur implication dans le secteur agricole se concentre principalement dans le domaine informel ou de subsistance.

Statut matrimonial

Le statut matrimonial de 85 % des individus reflète un lien étroit entre la sphère familiale et l'exercice de l'agriculture, perçue comme un pilier ou un soutien essentiel du foyer. Les célibataires (3 sur 20) sont des individus jeunes et commerçants, caractérisés par une orientation entrepreneuriale distincte.

Niveau de scolarité

Il y a une forte prévalence de l'enseignement supérieur au sein de l'échantillon, avec 75 % des individus détenant au moins un diplôme de ce niveau. La plupart des fonctionnaires (5 sur 7) ont un niveau d'éducation universitaire, et deux d'entre eux possèdent un diplôme postuniversitaire correspondant à leur domaine d'activité. La majorité des employés du secteur privé partagent des caractéristiques communes, notamment 6 sur 7 possédant un niveau d'éducation supérieur, bien qu'aucun d'entre eux n'ait suivi de formation de troisième cycle. Concernant les commerçants, on observe une diversité de niveaux d'études : 4 sur 6 détiennent un diplôme d'enseignement supérieur, alors que deux possèdent uniquement un niveau d'études secondaires, ce qui pourrait indiquer une accessibilité plus large à ce secteur. Il convient de souligner que 40 % des individus (soit 8 sur 20) ne possèdent pas de formation agricole particulière, dont la moitié sont des fonctionnaires. Néanmoins, la composition de l'équipe comprend trois ingénieurs agronomes, dont deux exercent principalement, ainsi que deux docteurs fonctionnaires, soulignant ainsi la présence d'un noyau d'experts techniques. Cependant, ce groupe spécialisé demeure minoritaire par rapport à la majorité de professionnels ayant une formation plus généraliste.

Principaux enseignements

Dans la région de Kinshasa, l'agriculture périurbaine est principalement pratiquée par des hommes d'âge avancé, ayant reçu une éducation, et pour la plupart, mariés. Il y a un manque de formation technique, avec une forte proportion d'enseignement supérieur général mais une faible présence de formations spécialisées en agriculture. Les jeunes et les femmes sont insuffisamment représentés, rencontrant des difficultés d'accès dans divers secteurs, à l'exception du domaine du commerce qui semble offrir des opportunités plus accessibles et moins contraignantes. L'agriculture joue un rôle différencié selon les groupes sociaux : elle est une activité complémentaire pour les fonctionnaires et les employés du secteur privé, tandis qu'elle constitue l'activité principale pour les commerçants. Afin d'accroître la durabilité, il est essentiel de mettre en place des politiques visant à renforcer la formation technique en facilitant l'accès des jeunes et des femmes, et favoriser la professionnalisation à travers les coopératives.

3.2. Aspect organisationnel de l'exploitation agricole

Le tableau 2 présente l'aspect organisationnel de l'exploitation agricole

Tableau 2. Statut juridique, tenure de la terre, mode d'acquisition et domaine d'exploitation

Variables	Modalités	Fonctionnaire		Privé		Commerçant		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Statut juridique	Sarl	0	0,00	0	0,00	1	16,67	1	5,00
	Etablissement	1	14,29	1	14,29	1	16,67	3	15,00
	Sans statut	6	85,71	5	71,43	3	50,00	14	70,00
	Ong	0	0,00	1	14,29	1	16,67	2	10,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Tenure de la terre	Propriétaire	7	100,00	7	100,00	6	100,00	20	100,00
	Associé	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Mode d'acquisition de la terre	Par acquisition	6	85,71	5	71,43	4	66,67	15	75,00
	Par héritage	1	14,29	2	28,57	2	33,33	5	25,00
	Autre	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**
Domaine d'exploitation	Culture fruitière et vivrière	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Culture vivrière	5	71,43	4	57,14	1	16,67	10	50,00
	Culture vivrière et horticole	2	28,57	3	42,86	4	66,67	9	45,00
	Culture horticole et élevage	0	0,00	0	0,00	1	16,67	1	5,00
	Total	**7**	**100,00**	**7**	**100,00**	**6**	**100,00**	**20**	**100,00**

Statut juridique

Le domaine agricole en périphérie des zones urbaines se caractérise par un niveau élevé d'informalité : 70 % des exploitations ne possèdent pas de statut juridique officiel. Ceci met en lumière une prédominance de l'absence de formalisation des procédures administratives. Cette absence de formalisme est particulièrement marquée parmi les fonctionnaires, dont 86 % exercent sans bénéficier d'un statut juridique. Ceci reflète soit une intention d'éviter la formalité de l'enregistrement pour des raisons administratives, soit une perception selon laquelle l'activité agricole est accessoire et donc de moindre importance. En général, 71 % des individus impliqués ne bénéficient d'aucun statut légal, tandis que seuls 15 % des exploitations opèrent en tant qu'entités juridiques officiellement établies.

La forme juridique de la SARL (Société à Responsabilité Limitée), qui est théoriquement accessible dès un associé, ne représente que 5 % des cas examinés. La faible fréquence de ce phénomène souligne la propension à opter pour une gestion informelle à titre individuel ou familial.

Tenure et mode d'acquisition des terres

L'acquisition de biens immobiliers dans les zones périurbaines est uniquement possible à travers la propriété privée. La totalité des exploitants sont des propriétaires, qu'ils soient des ayants droit directs ou des fermiers. La transmission de la propriété des terres reflète la continuité familiale ou patrimoniale du foncier. Pour les agents publics, l'acquisition se réalise principalement par le biais d'achats (75 %), ce qui témoigne d'un investissement direct, sans recourir à la transmission. Pour les commerçants,

un quart des terres est acquis par le biais de l'héritage, mettant en lumière l'importance de la perpétuation familiale et des réseaux.

Domaine d'exploitation

Parmi les vingt exploitations agricoles étudiées, la moitié de la surface agricole est d'entre elles dédiée exclusivement aux cultures vivrières, mettant l'accent sur des cultures essentielles destinées à la consommation directe. Environ la moitié des individus pratique une combinaison de cultures vivrières et horticoles, ce qui témoigne d'une diversification modérée. Il est rare de trouver des exploitations agricoles qui combinent à la fois des activités horticoles et d'élevage. Aucune exploitation ne combine la culture fruitière et les cultures vivrières de manière à montrer une spécialisation ou une répartition claire des activités.

Les employés du secteur public et privé montrent une préférence marquée pour les cultures vivrières, vraisemblablement en raison de leur facilité de gestion et de leur faible besoin en main-d'œuvre et compétences. Les commerçants expérimentés ou ceux qui sont motivés par la rentabilité choisissent d'investir dans l'horticulture, une activité à plus forte valeur ajoutée, en complément de leurs cultures vivrières. L'élevage reste peu développé, ce qui suggère un potentiel inexploité pour la diversification ou l'intensification des activités agricoles.

3.3. Profils et motivations des entrepreneurs

L'analyse a révélé trois profils des entrepreneurs, à savoir : les fonctionnaires, les travailleurs évoluant dans les sociétés privées et les commerçants.

Fonctionnaires

En tant que représentants de l'État, les fonctionnaires ont pour tâche d'exécuter des missions de service public au sein de différentes administrations. Les motifs poussant une personne à chercher un revenu additionnel peuvent être multiples et hétérogènes. En réalité, cette situation peut découler de la nécessité de compléter les revenus existants afin de répondre à des besoins financiers supplémentaires, ou bien de planifier de manière anticipée la retraite en constituant une épargne additionnelle. Ces motivations peuvent être associées à des projets à court, moyen ou long terme, et traduisent fréquemment un désir de sécurité financière et de stabilité. Les limites de cette situation se trouvent dans le défaut d'engagement pratique sur le terrain, entraînant ainsi une utilisation partielle et incomplète des terres disponibles.

Travailleurs du secteur privé

Les travailleurs du secteur privé englobent toutes les personnes qui travaillent dans les sociétés privées, telles que les banques, les sociétés de communication, etc. mais qui tiennent en parallèle une exploitation agricole comme activité secondaire. Les raisons qui incitent ces individus à s'engager dans de nouvelles initiatives peuvent être variées, il s'agit de la quête d'opportunités commerciales et le désir de diversification des activités.
Les défis relatifs à l'obtention de financements et à l'accès aux marchés revêtent une importance capitale pour les individus évoluant dans le domaine privé. Par ailleurs, la diversification des sources de financement et l'ouverture à différents marchés permettent aux entrepreneurs du secteur privé de développer leurs activités agricoles, assurant ainsi leur croissance et leur durabilité. Bénéficier de diverses sources de financement permet à l'entreprise agricole de concrétiser des projets d'investissement.

Commerçants

Les commerçants spécialisés dans le secteur agricole sont des professionnels qui se consacrent à la commercialisation de produits provenant de l'exploitation des terres, tels que des fruits, des légumes, des céréales, les tubercules, etc. Ils occupent une fonction primordiale au sein de l'entrepreneuriat agricole en offrant aux consommateurs des produits frais et de bonne qualité, tout en favorisant un développement économique limité du milieu (utilisation de la main d'œuvre locale). Les raisons qui les incitent sont liées à la survie économique et la création d'emplois.

En réalité, la question de la viabilité économique constitue fréquemment une préoccupation centrale pour un grand nombre d'individus, les poussant à établir leur propre entreprise pour assurer leur propre subsistance ainsi que celle de leur famille. De plus, la création d'emplois représente un défi majeur en raison de son impact sur la diminution du taux de chômage et la promotion du développement socioéconomique d'une zone donnée.

L'un des défis majeurs auxquels est confrontée l'agriculture périurbaine réside dans la question de l'accès aux intrants agricoles indispensables tels que les semences améliorées, les engrais, les pesticides, ainsi qu'aux méthodes de production modernes. La complexité de l'accès peut entraver l'efficacité des exploitations agricoles et mettre en péril la sécurité alimentaire des habitants des zones semi-rurales.

3.4. Corrélation entre motivation et viabilité

Les agriculteurs entrepreneurs motivés par une passion profonde pour leur métier ou animés par un fort engagement social font preuve généralement d'une adaptabilité supérieure et d'une persévérance renforcée lorsqu'ils sont confrontés à des obstacles tels que des problèmes fonciers, des difficultés d'accès aux intrants agricoles ou des variations climatiques. Ces agriculteurs mettent en œuvre divers mécanismes de résilience pour relever les défis, tels que la diversification des cultures, l'investissement dans la formation pour renforcer leurs compétences, et la collaboration avec d'autres agriculteurs au sein de réseaux professionnels. En revanche, les profils axés principalement sur des considérations économiques ont tendance à se désengager en cas de faible rentabilité ou de crise prolongée. Ce comportement souligne une augmentation de la dépendance aux facteurs externes.

3.5. Vision, contraintes et stratégies entrepreneuriales

Perception des agri-entrepreneurs en fonction de leur profil

L'objectif des fonctionnaires est de diversifier les sources de revenus, d'assurer la pérennité de l'exploitation et d'améliorer la qualité de vie. Les agri-entrepreneurs privés cherchent à diversifier leurs activités en mettant l'accent sur des domaines à forte valeur ajoutée comme l'élevage et la pisciculture tout en tentant d'augmenter l'envergure de leurs exploitations. Les commerçants en tant que professionnels de l'agriculture à temps plein mettent un accent particulier sur la professionnalisation, l'amélioration de la productivité et le soutien à l'emploi local.

Contraintes de viabilité entrepreneuriale

Les principaux obstacles identifiés lors de la descente sur terrain sont : (i) L'accès difficile au crédit et aux intrants de qualité constitue un obstacle majeur pour de nombreux agri-entrepreneurs, qui se trouvent souvent dans l'incapacité de financer l'achat des outils et des produits nécessaires à leurs activités agricoles, ce qui limite leur productivité et leur rentabilité ; (ii) L'insécurité foncière et la spéculation sur les terres représentent des défis importants pour les agri-entrepreneurs qui peuvent se retrouver dans des situations précaires en raison de litiges fonciers ou de pressions exercées par des investisseurs cherchant à tirer profit de la valeur croissante des terres agricoles ; (ii) Le manque de formation technique et de suivi institutionnel constitue un frein significatif au développement des exploitations agricoles, car les agri-entrepreneurs peuvent se retrouver confrontés à des difficultés pour mettre en œuvre des pratiques agricoles efficaces et durables, faute d'accompagnement et de conseils adaptés ; (iii) La faible implication des jeunes dans l'agriculture est préoccupante : le secteur agricole risque de perdre en dynamisme et en innovation, alors que la relève est essentielle pour assurer la pérennité et la modernisation des exploitations agricoles.

Stratégies entrepreneuriales

Pour surmonter les défis auxquels ils font face, les agri-entrepreneurs mettent en œuvre diverses tactiques afin de renforcer leur entreprise et assurer sa pérennité dans un paysage agricole en constante évolution. Il s'agit de demander à leur famille de les aider pour les travaux agricoles, ou bien engager des travailleurs temporaires pour les besoins occasionnels. En outre, diversifier les cultures et les activités, par exemple en se lançant dans l'élevage, peut renforcer la résilience de l'exploitation face aux aléas.

Il est essentiel de travailler conjointement avec d'autres intervenants dans le domaine agricole et de faire appel à l'aide des institutions pour bénéficier de conseils et de soutien dans la gestion de l'exploitation. Mettre à profit leur expérience et leurs relations permet d'exploiter leurs savoirs et les aptitudes acquises dans le passé.

3.6. Facteurs influençant la viabilité de l'entrepreneuriat agricole

La viabilité à long terme de l'entrepreneuriat agricole en périphérie de Kinshasa repose sur : (i) les facteurs économiques et structurels et (ii) les facteurs sociaux.

Facteurs économiques et structurels

Accès au foncier et sécurisation des terres

L'expansion des exploitations est freinée par l'insécurité foncière et la spéculation. En moyenne, seuls 1/10 des terres disponibles sont effectivement exploitées, principalement en raison de conflits liés à la coexistence des droits coutumiers et étatiques. Les agri-entrepreneurs fonctionnaires et privés ont tendance à accumuler des terres sans les exploiter pleinement, ce qui entraîne une sous-utilisation des surfaces cultivables.

Financement et capital d'exploitation

L'étude révèle que tous les répondants ne bénéficient pas de l'accès au crédit institutionnel, ce qui les oblige à recourir à des stratégies de diversification à petite échelle. La faible mécanisation (seulement 2 exploitations sur 20 ont recours à des tracteurs) a un impact négatif sur la productivité.

Facteurs sociaux

Trois quarts des agri-entrepreneurs ont suivi des études universitaires, cependant seulement 15 % ont bénéficié d'une formation agricole spécialisée. La main-d'œuvre familiale, comptant en moyenne 2 actifs par ménage, demeure prédominante, tandis que l'implication des jeunes reste faible.

3.7. Stratégies d'adaptation

Le fonctionnaire choisit d'investir dans le secteur agricole afin de diversifier ses sources de revenus ou de préparer sa retraite. Il consacre essentiellement sa rémunération au financement des activités agricoles, délègue fréquemment la gestion opérationnelle à des proches ou des employés, et opte pour une approche prudente caractérisée par une prise de risque modérée.

Le privé vise à parvenir à l'indépendance financière en s'adonnant à des activités agricoles. Il utilise ses propres capitaux, réinjecte les profits, innove dans les procédés de production ou de commercialisation, et établit des collaborations afin d'assurer la stabilité de l'approvisionnement et des ventes.

Le commerçant considère l'agriculture comme une activité de survie économique. Il a une compréhension approfondie de la chaîne de valeur, depuis la production jusqu'à la distribution, il ajuste son offre en fonction des exigences du marché, et met l'accent sur la rentabilité immédiate en favorisant une rotation rapide des capitaux. Il peut de fois recourir aux emprunts pour avoir un fond de roulement pour la paie de la main-d'œuvre et le transport des produits agricoles.

3.8. Environnement institutionnel et politique

Cadre réglementaire

Seulement 1/10 des exploitations sont enregistrées de manière légale, ce qui rend l'accès au financement du secteur bancaire plus compliqué. Le manque d'encadrement technique dans l'agriculture périurbaine est dû à l'absence d'une politique claire, avec un sous-effectif des agents de l'Etat sur terrain et de manque de financement.

Défis environnementaux

La dégradation progressive de la fertilité des sols impose l'adoption de pratiques agricoles durables afin de préserver la productivité à long terme. Cependant, il est préoccupant de constater que moins de 5 % des agriculteurs ont recours aux engrais organiques, un taux faible qui s'explique principalement par le manque d'accès à la formation et à l'information sur les bénéfices de ces fertilisants naturels. En outre, les conséquences du changement climatique, telles que les variations des schémas de précipitations avec une répartition irrégulière et parfois excessive, ont un impact significatif sur le calendrier des activités agricoles. Ces fluctuations météorologiques perturbent la programmation des cultures et entraînent une diminution notable des rendements, ce qui accroît la fragilité du secteur agricole face aux défis environnementaux contemporains.

3.9. Interactions avec les politiques publiques

La quasi-totalité des agri-entrepreneurs exercent sans recevoir de soutien technique ou financier de la part des autorités publiques. Un grand nombre d'entre eux méconnaissent même l'existence des dispositifs officiels de soutien au secteur agricole, mettant en évidence un manque de communication et d'encadrement institutionnel. Dans ce cadre, les initiatives fructueuses se basent principalement sur des stratégies visant l'autonomisation. De fois, certains agri-entrepreneurs se regroupent au sein des associations ou établissent des partenariats informels dans le but de mettre en commun leurs ressources, d'échanger des connaissances et de faciliter leur accès aux marchés. Cette collaboration dynamique leur permet de pallier partiellement les défis liés à l'absence d'infrastructures, à la restriction de l'accès au crédit et au manque de formation technique. En dépit de l'absence d'un cadre d'appui structuré, ces réseaux locaux sont actuellement le principal moteur de résilience et d'innovation pour promouvoir le développement de l'agriculture congolaise.

4. DISCUSSION

4.1. Profils d'entrepreneurs

Les résultats de cette étude confirment que les motivations entrepreneuriales jouent un rôle différencié et déterminant dans la viabilité des exploitations agricoles périurbaines à Kinshasa. Trois profils principaux émergent : les fonctionnaires, pour qui l'agriculture constitue une source de revenus complémentaires ; les salariés du secteur privé, davantage portés par une logique d'investissement ; et les commerçants, dont l'engagement répond à une logique de survie économique. Cette typologie rejoint les distinctions identifiées dans la littérature entre motivations "push" (nécessité) et "pull" (opportunité), qui influencent différemment la résilience et la pérennité des projets agricoles (Amit & Muller, 1995 ; Van der Zwan *et al.*, 2016). Ces observations trouvent un écho significatif dans plusieurs recherches récentes, permettant d'approfondir la compréhension des dynamiques à l'œuvre.

4.2. Motivations entrepreneuriales et résilience

L'impact des motivations pécuniaires et non pécuniaires (passion, engagement social, opportunité économique, etc.) sur la résilience des entreprises agricoles, observé dans cette étude, corrobore les travaux de Souissi (2025) où la motivation joue un rôle décisif dans la réussite entrepreneuriale, expliquant pourquoi certains entrepreneurs réussissent alors que d'autres rencontrent plus de difficultés. En effet, la nature même de la motivation entrepreneuriale influence directement les performances et les chances de survie de l'entreprise où ceux motivés par l'opportunité réussissent mieux que ceux poussés par nécessité et la motivation insuffisante des entrepreneurs constituent des obstacles importants à la performance et à la pérennité des petites entreprises.

Les résultats observés à Kinshasa sont en phase avec plusieurs études récentes menées dans d'autres villes africaines. Par exemple, à Dakar et à Abidjan, les recherches montrent que les exploitants motivés par l'opportunité et l'innovation ("pull") affichent une plus grande capacité d'adaptation face aux contraintes urbaines, notamment via la diversification des activités et l'intégration dans des réseaux de soutien (Aubry & Chiffoleau, 2009 ; Martínez-Cañas *et al*., 2023). À l'inverse, les entrepreneurs "push", poussés par la nécessité, se désengagent plus rapidement en cas de crise, ce qui limite la durabilité de leurs exploitations.

4.3. Viabilité institutionnelle

La faible formalisation des exploitations reflète une tendance plus large observée par la Banque Mondiale (Agapitova *et al*, 2019). En RDC, la faible formalisation constitue un obstacle majeur à la croissance des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Plus de 90 % des petites entreprises opèrent dans l'informel, c'est-à-dire sans enregistrement officiel. Cette situation s'explique par plusieurs facteurs : la complexité des démarches administratives, le manque d'accès à l'information sur les procédures, la méfiance envers l'administration publique, ainsi que les coûts élevés liés à la formalisation. L'informalité limite l'accès des entrepreneurs à la protection sociale, au financement, aux marchés publics et à l'accompagnement institutionnel, freinant ainsi la croissance et la pérennité de leurs activités. Peu de micro-exploitations agricoles disposent d'un cadre légal, limitant leur accès aux programmes d'appui.

L'absence d'intégration dans les politiques urbaines est également un point crucial, souligné dans une étude de Perrin et Soulard (2017) qui stipule que peu de pays africains intègrent explicitement l'agriculture périurbaine dans leur schéma d'aménagement. Le manque d'un environnement de soutien approprié restreint considérablement les possibilités de développement des exploitations. Il est important de transcender la simple logique de l'assistance financière en offrant des programmes intégrés comprenant la formation, l'accompagnement entrepreneurial, la sécurisation foncière et la mise en réseau.

4.4. Défis structurels et institutionnels

L'étude a mis en évidence que l'insécurité foncière et la faible formalisation constituent des freins majeurs à la viabilité des exploitations périurbaines à Kinshasa. Plus de 70 % des exploitations n'ont pas de statut juridique, ce qui limite leur accès au crédit, aux subventions et à l'accompagnement institutionnel. Cette situation est comparable à celle observée dans d'autres grandes villes africaines, où la prédominance de l'informel freine la professionnalisation du secteur agricole (Agapitova *et al*., 2019). La question foncière, en particulier, est récurrente : même lorsque les exploitants sont propriétaires, l'insécurité juridique, la complexité administrative et la corruption restent des obstacles majeurs à l'investissement à long terme (Messina, 2019 ; Mudinga et Wakenge, 2021). Ces constats rejoignent les analyses de la FAO et de la Banque mondiale sur la nécessité de réformes foncières et de simplification des procédures pour favoriser la formalisation et la sécurisation des exploitations agricoles urbaines (Banque mondiale, 2018).

4.5. Stratégies d'adaptation et professionnalisation

Face à ces défis, les agri-entrepreneurs de Kinshasa, à l'instar de ceux d'autres métropoles africaines, développent des stratégies d'adaptation informelles : recours à la main-d'œuvre familiale, diversification des cultures, constitution de réseaux de solidarité et de partenariats informels (Institut Veolia, 2022). Ces mécanismes sont essentiels pour pallier l'absence de soutien institutionnel et la volatilité des marchés, mais ils montrent aussi les limites de l'auto-organisation en l'absence d'un cadre de soutien public structuré.

La professionnalisation du secteur reste entravée par le manque de formation technique, la faible implication des jeunes et des femmes, et l'accès limité aux innovations agricoles – des tendances également relevées à Abidjan, Dakar et Nairobi (Cheriet *et al*., 2020 ; Aubry & Chiffoleau, 2009). La littérature souligne l'importance d'un accompagnement intégré (formation, mentorat, accès au financement) pour renforcer la résilience et la performance des exploitations périurbaines (Banque mondiale, 2018).

4.6. Poids du contexte institutionnel

L'environnement institutionnel, la disponibilité des ressources, l'accès à la formation et la capacité à

s'intégrer dans des initiatives collectives sont des déterminants tout aussi cruciaux. Ce constat est partagé par de nombreux travaux sur l'agriculture urbaine en Afrique, qui insistent sur la nécessité d'intégrer ce secteur dans les politiques urbaines et de renforcer la gouvernance foncière et l'accès aux services de base (Perrin & Soulard, 2017).

En définitive, cette étude, à l'instar des recherches récentes, montre que la viabilité de l'agriculture périurbaine à Kinshasa dépend d'une combinaison de motivations entrepreneuriales solides, d'un environnement institutionnel favorable et de stratégies d'adaptation innovantes. Les politiques publiques devraient donc viser à simplifier la formalisation, sécuriser l'accès au foncier, faciliter l'accès au financement et promouvoir la formation technique, en particulier pour les jeunes et les femmes, afin de transformer le potentiel de l'agriculture périurbaine en moteur de développement local et de sécurité alimentaire durable.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La motivation entrepreneuriale joue un rôle essentiel dans la durabilité des exploitations agricoles périurbaines de Kinshasa. Le domaine demeure principalement informel, ce qui restreint sa capacité à bénéficier des financements et des programmes publics. La prédominance de la propriété individuelle exclut les modèles coopératifs. L'entrepreneuriat agricole en périphérie de Kinshasa est motivé par une diversité de facteurs, allant de l'impératif économique à la passion pour l'agriculture. Toutefois, la durabilité de ce projet repose en grande partie sur la capacité des parties prenantes à relever les défis liés au foncier, aux finances et au climat. La coordination des actions des autorités publiques, conjointement avec le renforcement des compétences des agri-entrepreneurs, pourrait conduire à la transformation de ces exploitations en moteurs du développement local. En mettant l'accent sur l'innovation et la professionnalisation, l'agriculture périurbaine a le potentiel non seulement de fournir de la nourriture à la ville, mais aussi de renforcer la souveraineté alimentaire de la République Démocratique du Congo.

Afin de garantir sa viabilité, l'entrepreneuriat agricole nécessite ainsi la transition d'un statut de salarié ou de chômeur à celui de travailleur indépendant. Ce changement se produit lorsque l'individu considère que les avantages du travail indépendant (comme les revenus et l'autonomie) l'emportent sur ceux du salariat ou du chômage, cette prise de conscience pouvant découler de motivations positives (pull) ou contraignantes (push).

Un soutien public personnalisé en fonction des profils motivationnels tels que les incubateurs, les formations spécialisées et les aides à l'investissement, pourrait contribuer à améliorer la résilience et les performances du secteur agricole dans les zones périurbaines de Kinshasa. Il est également conseillé de :

1. Renforcer la gouvernance foncière : (i) Restreindre l'accumulation de terres en imposant des contrats de mise en valeur obligatoire ; (ii) Faciliter l'accès des jeunes et des femmes aux terres agricoles ; (iii) Simplifier les démarches de formalisation des exploitations.
2. Faciliter l'accès aux ressources : Des financements adaptés tels que les microcrédits, qui sont des prêts de faible montant accordés aux personnes exclues du système bancaire traditionnel, ainsi que des subventions spécifiques destinées à l'achat d'intrants agricoles, tels que les semences, les engrais ou les pesticides, sont mis à disposition pour soutenir les agriculteurs dans le développement de leurs activités.
3. Professionnaliser l'agriculture périurbaine : (i) Encadrement par des coopératives et des organisations paysannes, (ii) Soutien technique : Formation des agriculteurs-entrepreneurs aux pratiques durables.
4. Intégrer l'agriculture périurbaine dans les politiques urbaines : (i) Aménagement du territoire réservant des zones spécifiques pour l'activité agricole : Mettre en place des zones agricoles protégées afin de limiter la spéculation foncière ; (ii) Soutenir le développement des circuits courts et des marchés de proximité.

Références

Agapitova N., Rossanaly M., Kashala D. & Kiambu J., 2019. *Autopsie des écosystèmes des micro, petites et moyennes entreprises en République Démocratique du Congo : Analyse basée sur les données de Kinshasa, Lubumbashi, Matadi et Goma*. Groupe de la Banque mondiale, 76 p.

Amit R. & Muller E., 1995. "Push" and "Pull" Entrepreneurship. *Journal of Small Business and Entrepreneurship*, 12, 64–80.

Aubry C. & Chiffoleau Y., 2009. Le développement des circuits courts et l'agriculture péri-urbaine: histoire, évolution en cours et questions actuelles. *Innovations agronomiques*, 5, 53-67.

Banque mondiale, 2018. *Revue de l'urbanisation en République Démocratique du Congo : Des villes productives et inclusives pour l'émergence de la République Démocratique du Congo.* Directions Du Développement. Washington, DC *: La Banque mondiale*, 97 p. DOI : 10.1596/978-1-4648-1205-7. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

Bellanca S. & Colot O., 2014. Motivations et typologie d'entrepreneurs. *La Revue des sciences de gestion*, 266(2), 63-74.

Cheriet F., Messeghem K., Lagarde V. & McElwee G., 2020. Agricultural entrepreneurship: Challenges and perspectives. *Revue de l'Entrepreneuriat*, 19(4), 13-29. DOI : 10.3917/entre.194.0013

Denzin N. K., 2017. *The research act: A theoretical introduction to sociological methods*. Routledge, 379 p.

Fleury A. & Donadieu P., 1997. De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine. *Le Courrier de l'environnement de l'INRA*, 31(31), 45-61.

Gabarret I. & Vedel B., 2015. Pour une nouvelle approche de la motivation entrepreneuriale. *La revue des sciences de gestion*, (1), 13-20.

Gagnon C., 2005. Développement durable et viable : enjeux sociaux et scientifiques. *Territoires et fonctions*, 1, 199-216.

Hansson H., Ferguson R., Olofsson C. & Rantamäki-Lahtinen L., 2013. Farmers' motives for diversifying their farm business–The influence of family. *Journal of Rural Studies*, 32, 240-250.

Idrissa O. M. & Sikisa R. M., 2021. Perception de l'agriculture urbaine par les habitants de Kinshasa. *Éducation et développement*, (34), 16-16.

Institut Veolia, 2022. *Agriculture urbaine, une revue de l'Institut Veolia*. Facts Reports.https://www.institut.veolia.org/sites/g/files/dvc2551/files/document/2019/11/Agriculture%20urbaine,%20une%20revue%20de%20l'Institut%20Veolia.pd

Janssen F., 2016. *Entreprendre : une introduction à l'entrepreneuriat.* 2eme éd., De Boeck : Bruxelles, 464 p.

Kabemba N. K., Gikug J. M., Otono F. B. & Hity S. N. D., 2017. Incidence et sévérité de la mosaïque africaine du manioc dans les champs et les jardins de case à Kinshasa (République Démocratique du Congo). *Tropicultura*, 35(4).

Lepage F. & Cheriet F., 2021. Gouvernance et croissance des grandes exploitations agricoles : la place de l'agri-entrepreneur. *Economie rurale*, (1), 25-40.

Martínez-Cañas R., Ruiz-Palomino P., Jiménez-Moren, J. J. & Linuesa-Langreo J., 2023. Push versus pull motivations in entrepreneurial intention: The mediating effect of perceived risk and opportunity recognition. *European Research on Management and Business Economics*, *29*(2), 100214, 15 p.

Masiala B., 2021. *Contribution des concessions agricoles périurbaines à l'approvisionnement alimentaire de la ville de Kinshasa*. Doctoral dissertation, Thèse en cotutelle: Gembloux Agro-Bio Tech Université de Liège, Université de Kinshasa, Faculté des Sciences agronomiques, Gembloux, Belgique, 272 p.

Masiala B., Biloso A. & Kinkela C., 2020. Développement de l'arboriculture dans les concessions agricoles périurbaines à Kinshasa: Vers une agroforesterie fruitière innovante. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 30(4), 866-876.

McClelland D. C., 1987. *Human motivation*. Cup Archive, 520 p.

Messina Ndzomo J. P., 2019. *Consommation de la ressource foncière, périurbanisation résidentielle et efficacité urbaine à Kinshasa*, 236 p.

Minengu J.D., Ikonso M. & Mawikiya M., 2018. Agriculture familiale dans les zones péri-urbaines de Kinshasa: analyse, enjeux et perspectives (synthèse bibliographique). *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 1(1), 60-69.

Ministère du Plan & INSS (RDC), 2014. *Enquête 1-2-3 de Kinshasa sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages de 2012.* Kinshasa : Rapport global, 164 p.

Morel K., 2016. *Viabilité des microfermes maraîchères biologiques. Une étude inductive combinant méthodes qualitatives et modélisation*. Doctoral dissertation, Université Paris Saclay (COmUE), 355 p.

Mudinga E. M. & Wakenge C. I., 2021. *Crise foncière et réponses des acteurs en République Démocratique du Congo*. Congo Research Briefs, 9.

Musibono D. E., Biey E. M., Kisangala M., Nsimanda C. I., Munzundu B. A. *et al*., 2011. Agriculture urbaine comme réponse au chômage à Kinshasa, République Démocratique du Congo. Note de recherche. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 11(1).

Perrin, C., & Soulard, C. T. (2017). Introduction. L'agriculture dans le système alimentaire urbain: continuités et innovations. *Natures sciences sociétés*, *25*(1), 3-6.

Ramasamy R., 2022. A study on push and pull motivational factors of entrepreneurship. *Senhri Journal of Multidisciplinary Studies*, 7(2), 37-47.

Shomba S., Mukoka F., Olela D., Kaminar M. & Mbalanda W., 2015. *Monographie de la ville de Kinshasa*, ICREDES, 103 p.

Souissi M., 2025. Determinants of success and longevity of nascent enterprises: A literature review of explanatory factors. *Indonesian Journal of Business*, Accounting and Management, 8(1), 1–16. https://doi.org/10.36406/ijbam.v8i1.66

UN Habitat, 2014. *Etude de profil régional du secteur urbain, rapport synthèse*, 65 p.

Van der Zwan P., Thurik R., Verheul I. & Hessels J., 2016. Factors influencing the entrepreneurial engagement of opportunity and necessity entrepreneurs. *Eurasian Business Review*, 6, 273–295.

Wilhelm M., 2014. *Rapport de méthodes : Echantillonnage boule de neige, la méthode de sondage déterminé par les répondants*. OFS, 60 p.